



Faire en commun : un paradigme social de transformation

Par David Bollier

Pour faire face aux nombreuses et profondes crises de notre temps, nous sommes confrontés à une énigme qui n'a pas de solution simple : comment pouvons-nous imaginer et construire un système radicalement différent en vivant dans les limites d'un système en place qui résiste énergiquement au changement transformationnel ? Notre défi est non seulement d'articuler des alternatives séduisantes, mais aussi d'identifier des stratégies crédibles pour les réaliser.



Je crois que les communs – à la fois comme paradigme, discours, éthique, et ensemble de pratiques sociales – sont très prometteurs pour transcender cette énigme. Plus qu'une philosophie politique ou qu'un programme politique, les communs sont un processus vivant actif. Ils sont moins un nom qu'un verbe, car il s'agit principalement des pratiques sociales du *faire en commun* – les actes de soutien mutuel, les conflits, la négociation, la communication et l'expérimentation qui sont nécessaires pour créer des systèmes de gestion des ressources partagées. Ce processus rassemble la production (auto-provisionnement), la gouvernance, la culture et les intérêts personnels en un seul système intégré.

Cet essai propose un aperçu rapide des communs, du *faire en commun*, et de leur grand potentiel pour aider à construire une nouvelle société. J'expliquerai la théorie du changement qui anime de nombreux commoneurs, surtout lorsqu'ils tentent d'appriivoiser les marchés capitalistes, de devenir les intendants des systèmes naturels, et qu'ils mutualisent les avantages des ressources partagées. Les pages suivantes décrivent une critique de l'économie et de la politique néo-libérales basée sur les communs, une vision de la façon dont les communs peuvent permettre une société humaine écologiquement plus durable, les principaux changements économiques et politiques que cherchent les commoneurs, et les principaux moyens de les atteindre.

Finalement, j'envisagerai quelque uns des effets qu'une société centrée sur les communs pourrait avoir sur l'alliance marché/état qui constitue actuellement « le système ». Comment un monde approvisionné et gouverné par les communs changerait-il la politique ? Comment pourrait-il répondre aux pathologies interconnectées d'une croissance économique implacable, de la concentration du pouvoir des entreprises, du consumérisme, d'une dette insoutenable et d'une destruction écologique en cascade ?

Objectifs du mouvement des communs

Avant de présenter les communs de manière plus systématique, permettez-moi de préciser clairement ce que le mouvement des communs cherche à faire. Les commoneurs sont déterminés à récupérer leur « richesse commune », tant dans le sens matériel que politique. Ils veulent faire reculer la privatisation généralisée et la marchandisation de leurs ressources partagées – de la terre et de l'eau aux connaissances et espaces urbains – et réaffirmer une plus grande maîtrise participative sur ces ressources et la vie communautaire. Ils souhaitent rendre certaines ressources inaliénables, les protéger de la vente sur le marché et les conserver pour les générations futures. Ce projet – qui vise à inverser les enclosures du marché et à réinventer les communs – cherche à réaliser ce que la régulation de



l'État a généralement échoué à faire : un contrôle social efficace du comportement d'un marché abusif et non durable.

Bien que les conditions d'engagement varient, d'innombrables communautés activistes du monde entier sont actrices de ce drame de la résistance à l'économie néolibérale et de la création d'alternatives basées sur les communs. La similitude essentielle de la résistance et de la pratique des communs n'est pas toujours apparente parce que les conflits se produisent à de nombreux niveaux (i.e. local, régional, national et transnational), dans divers domaines de ressources, et avec des auto-descriptions qui peuvent utiliser la langue des communs, ou pas. Pourtant, il y a une dissidence partagée par rapport au grand récit de l'idéologie du marché libre et de sa croyance quasi-théologique en l'individualisme « self-made », les droits de propriété privée qui s'étendent, la croissance économique constante, la déréglementation du gouvernement, l'innovation technologique entraînée par le capital, et la consommation. Les commoneurs voient ce système de croyances comme le moteur de l'économie de marché extractive, un système qui détruit les écosystèmes, ce qui compromet la démocratie, met sous tutelle les communautés, et dépossède les individus, en particulier les pauvres et les plus vulnérables.

Mais plutôt que de se concentrer sur les espaces politiques classiques, qui ont tendance à être structurellement braqués contre le changement systémique, les commoneurs sont plus axés sur la création de leurs propres systèmes alternatifs en dehors du marché et de l'État. Ce n'est pas comme s'ils avaient abandonné la politique et la réglementation conventionnelles comme moyen d'auto-défense, ni l'idée d'un changement progressif; c'est juste qu'ils reconnaissent les limites inhérentes à la politique électorale et celles des solutions axées sur la politique, à un moment où de tels canaux sont si corrompus. Même dans les meilleures conditions, les systèmes politiques classiques ont tendance à être légalistes, coûteux, dirigés par des experts, bureaucratiquement inflexibles, et politiquement corruptibles, ce qui en fait un milieu hostile à un changement profond réalisé « par le bas ».

Au lieu de cela, les commoneurs ont mis l'accent sur la conception d'espaces protégés pour leurs propres initiatives, en prise avec la politique seulement lorsque c'est politiquement nécessaire ou réalisable. Plutôt que de se tourner vers les autorités de l'État en tant que garants ou administrateurs de leurs intérêts, les commoneurs préfèrent généralement chercher la souveraineté directe et le contrôle sur les sphères de la vie qui comptent pour eux : leurs villes, les quartiers, la nourriture, l'eau, la terre, l'information, l'infrastructure, le crédit et l'argent, les services sociaux, et bien d'autres. Le processus même du « faire commun » en toute indépendance a de nombreux avantages. En démontrant la supériorité des systèmes à base de communs (par exemple, le développement de logiciels libres ou open-source, l'approvisionnement alimentaire local, les coopératives, les monnaies alternatives), la



pratique des communs crée des solutions alternatives à celles qui sont dépendantes des conditions du marché, quasi-indépendantes et socialement satisfaisantes.

L'influence plus profonde des communs est peut être culturelle. Le fait de « faire en commun » régénère les liens sociaux des gens les uns avec les autres et avec la « nature ». Cela aide à construire de nouvelles aspirations et identités. En donnant aux gens de nouvelles opportunités significatives d'action personnelle qui vont bien au-delà des rôles de consommateurs, citoyens et électeurs, les communs proposent aux gens de nouveaux rôles sociaux qui incarnent des valeurs culturelles saines et impliquent à la fois la responsabilité et le droit. Dans une époque où la culture du marché est omniprésente et envahissante, faire en commun permet de cultiver de nouveaux espaces pour le culturel et nourrit des expériences subjectives internes qui ont beaucoup plus à voir avec la condition humaine et le changement social que l'image de marque manipulatoire et les spectacles dévalorisants de la culture de marché. Enfin, la signification réelle de la pratique des communs est peut-être qu'il ne s'agit pas en fin de compte d'une vision fixe philosophique ou d'un agenda politique, mais de l'action du sujet engagé dans la construction réussie de communs. Les commoneurs seraient d'accord avec l'artiste conceptuel Jenny Holzer : « L'action crée plus de problèmes que les mots ».

Clarification de ce que signifie le terme « Communs »

L'idée des communs est source de confusion pour de nombreux observateurs contemporains parce que le terme « communs » semble avoir beaucoup de significations. Cela tient à la fois d'une diffamation historique – la fable de la « tragédie des communs » – ainsi que des usages légitimes d'un terme ayant des significations multiples. Donc, avant de commencer, il est important de préciser le langage des communs. Les mots que nous utilisons ne sont pas seulement descriptifs, mais évocateurs et performatifs, c'est à dire qu'ils sont des marqueurs d'identité, un moyen d'exprimer des émotions, et un outil pour constituer culturellement un groupe de personnes. Pour comprendre la puissance stratégique et subversive des communs, alors il faut d'abord comprendre l'usage moderne confus du mot « communs ».

Depuis plus de quarante ans, une grande partie de la population instruite a considéré les communs comme un régime de gestion ayant échoué associé à la contrainte du gouvernement. Cette idée peut être attribuée à un célèbre essai écrit par le biologiste Garrett Hardin en 1968, « La tragédie des communs », un court article dans la revue Science. Hardin a présenté une parabole d'un pâturage partagé sur lequel pas un seul éleveur n'a une motivation « rationnelle » de limiter le pâturage de ses bovins¹. Le résultat inévitable, a déclaré Hardin, est que chaque agriculteur utilise égoïstement autant de la ressource commune que possible, ce qui se traduit inévitablement par



son utilisation excessive et la ruine – la soi-disant « tragédie des communs ». La meilleure solution, selon lui, est d'attribuer des droits de propriété privée à la ressource en question.

“ *Les communs – à la fois comme paradigme, discours, éthique, et ensemble de pratiques sociales – sont porteurs de grandes promesses.* ”

En vérité, Hardin ne décrivait pas un commun, mais un régime d'accès ouvert, ou du « chacun pour soi » où les prélèvements sont entièrement libres. Mais, dans un commun, il y a une communauté distincte qui régit la ressource et son utilisation. Les commoneurs négocient leurs propres règles d'accès et d'utilisation, attribuent les responsabilités et les droits, mettent en place des systèmes de surveillance pour identifier et sanctionner les resquilleurs, entre autres actions pour préserver les communs. Le chercheur spécialisé dans les communs Lewis Hyde a publiquement appelé la thèse de la « tragédie » de Hardin « La tragédie des ressources communes non gérées avec laisser-faire et accès facilité à des individus égoïstes qui ne communiquent pas. »².

Le Professeur Elinor Ostrom, politologue à l'Université de l'Indiana, a contribué à sauver les communs du trou de mémoire dans lequel l'économie *mainstream* les avait expédiés. Au cours de sa carrière, des années 1970 jusqu'à sa mort en 2012, Ostrom a documenté les nombreuses façons dont des centaines de communautés, principalement en milieu rural dans les pays les plus pauvres, pouvaient en effet gérer les ressources naturelles de manière durable. En tant que champ empirique, les communs peuvent fonctionner et bien fonctionner. La question centrale qu'Ostrom a essayé d'aborder était « comment un groupe d'acteurs qui sont dans une situation d'interdépendance peut s'organiser et se gouverner pour préserver la continuité d'avantages communs lorsqu'ils sont tous confrontés aux tentations de profiter, se dérober ou encore d'agir de façon opportuniste ».³

Le livre d'Ostrom qui fera date en 1990, *Governing the commons*, est justement réputé pour identifier huit « principes de conception » clés pour des communs réussis. Ses autres livres ont exploré, entre autres sujets, des moyens de diversifier et d'emboîter la gouvernance (c'est-à-dire ce qu'elle a appelé « polyarchie ») afin de donner plus de poids à l'initiative bottom-up et à la prise de décision.⁴ Pour ce travail, Ostrom a remporté le prix Nobel d'économie en 2009, et fut la première femme à être ainsi



honorée. Le comité du prix Nobel se tenant juste après la crise financière de 2008, il a sans doute voulu montrer comment les *relations* sociales en cours jouaient un rôle important dans l'économie en tant que *transactions* impersonnelles du marché. La bourse d'études Ostrom a jeté les bases de cette re-conceptualisation à la fois de l'analyse économique et du rôle des communs dans cette analyse, sans s'engager dans l'étape suivante : l'engagement politique.

Jusqu'à présent, j'ai vu deux niveaux distincts de discours sur les communs – les communs comme ressource non gérée (Hardin), et les communs en tant qu'institution sociale (Ostrom). À ce jour, la plupart des politiciens et des économistes traditionnels ont tendance à considérer les communs au sens de Hardin, comme une ressource inerte n'appartenant à personne. Mais cette différenciation ne parvient pas à reconnaître la réalité d'un commun comme une dynamique, faisant évoluer l'activité sociale : le fait de faire en commun. Dans la pratique, un commun ne consiste pas seulement en une ressource, mais aussi en une *communauté* qui gère une *ressource* en élaborant ses propres *règles*, *traditions*, et *valeurs*. Tous les trois sont nécessaires.

En bref, les communs doivent être compris comme un système social vivant d'agents créatifs. Ce troisième niveau du discours est déstabilisant pour les universitaires classiques, car il déplace toute la discussion hors du cadre économique familier basé sur Homo œconomicus, et ouvre la porte à ce qu'ils considèrent comme les aléas de l'anthropologie, la psychologie, la sociologie, la géographie, et d'autres sciences humaines « molles ». Cela rend plus difficile la construction de modèles quantitatifs, mécaniques bien ordonnés que les économistes et les décideurs affectionnent tellement. Quand il y a tellement de facteurs idiosyncrasiques locaux, historiques, culturels et intersubjectifs en jeu, il est quasiment impossible de proposer une norme, une typologie universelle des communs.

Le discours des communs cherche franchement à affranchir les faits désordonnés de l'existence humaine des fausses régularités et de la vision du monde de l'économie standard, des systèmes bureaucratiques, et de la modernité elle-même. La réalité complexe, c'est qu'un commun émerge chaque fois qu'une communauté donnée décide qu'elle souhaite gérer une ressource collective, en mettant l'accent sur l'accès équitable, l'utilisation et la durabilité à long terme. Cela peut se produire d'innombrables et imprévisibles façons. J'ai été étonné de découvrir, par exemple, des communs qui tournent autour du théâtre communautaire, de la microscopie open-source, de la cartographie open-source pour faciliter le sauvetage humanitaire et l'accueil des migrants. Chacune de ces communautés qui « font le monde » sont animées par leurs propres valeurs, traditions, histoire et intersubjectivité. Alors, « vu de l'intérieur », chaque commun doit être considéré comme socialement unique.



Une fois que nous reconnaissons que les prémisses ontologiques d'un commun sont importantes, et que ces prémisses peuvent varier grandement, nous entrons dans une nouvelle cosmologie des phénomènes sociaux. Les frontières entre les communs et le contexte deviennent floues (comme on pourrait s'y attendre dans un système socio-écologique, par exemple). Les sociologues font face à des défis méthodologiques frustrants pour déterminer quels facteurs définissent un commun donné et quels sont ceux qui sont accessoires. Je crois que l'on ne peut comprendre les communs que comme des systèmes de vie holistique, et qui nécessitent de nouvelles méthodes et des modèles heuristiques, comme l'idée de Christopher Alexander de « *pattern languages* ». ⁵

La variabilité ontologique des communs est suprêmement affolante et incompréhensible pour les économistes et d'autres qui vivent au cœur de la vision du monde moderne, c'est pourquoi la plupart d'entre eux persistent à considérer les communs comme une simple ressource. C'est comme s'ils ne pouvaient pas supporter l'idée que tout ne peut pas être soigneusement classés en catégories universelles standards, condition *sine qua non* de la culture du marché néolibéral.

Mais dans le monde des communs, le sujet est précisément de construire des espaces humains dans lesquels le local, le caractère distinctif, et la question historique sont importants. Les expériences uniques, les traditions vernaculaires, les valeurs culturelles et géographiques doivent être reconnues et privilégiées. Les communs, alors, sont un projet linguistique et socio-politico-économique pour honorer la particularité de l'expérience vécue, et même pour honorer *la valeur humaine générative et intrinsèque de cette particularité*. Un commun autochtone sera tout à fait différent d'un commun urbain, et tous deux seront tout à fait différents de, disons, la communauté de design Wikihouse. Et pourtant, ce sont tous des communs. Les communs, selon Arturo Escobar, nous proposent un « plurivers » ⁶. Comme une nouvelle génération de scientifiques évolutionnistes est en train de le découvrir, c'est la réalité de base de l'espèce humaine : un ADN partagé qui se manifeste sous la forme de nombreuses adaptations locales très variées. Quoi qu'en dise le néolibéralisme, pourquoi nos institutions économiques et politiques ne pourraient-elles pas être le reflet de ce fait ?

On pourrait dire que le paradigme des communs nous demande de franchir un seuil ontologique important, mais les acteurs politiques et économiques « mainstream » occidentaux, et les sociétés industrielles refusent catégoriquement de le faire. Nous le voyons dans le dédain de l'Occident à l'encontre de l'idée de « droits de la nature », « protocoles bioculturels », et à l'autodétermination pour les communautés locales (et même pour les nations, comme les traités commerciaux qui cherchent à supprimer les limites démocratiques pour les investissements du marché). Les communs nomment un ensemble de valeurs sociales qui se situent au-delà du prix du marché et de la « propriété ». Ils honorent des réalités informelles, tacites,



expérientielles, intergénérationnelles, écologiques, et même cosmiques qui ne peuvent être comprises par la théorie de l'acteur rationnel en économie, par exemple, ou les récits néo-darwiniens de « survie du plus fort » qui façonnent l'économie néolibérale.

En ce sens, les communs contestent la vision du monde de l'état bureaucratique libéral et la science conventionnelle, les deux traitant les écosystèmes et les humains comme des ressources plus ou moins fongibles et réifiables. Notre travail est traité comme une « ressource humaine », à acheter et à gérer; la pollinisation par les abeilles est considérée comme un « service de la nature » qui peut être tarifé ; même les formes de vie peuvent être brevetées et détenues. En insistant sur l'inaliénabilité des systèmes vivants et leur valeur intrinsèque (non négociable et partagée), les communs ont des exigences radicales de changement du système qui ne sont pas seulement politiques et économiques, mais culturelles et ontologiques.

Pourquoi le discours des communs est important

J'ai passé en revue l'histoire moderne du discours des communs parce qu'il nous aide à comprendre la « théorie du changement » que le mouvement des communs cherche à adopter. La langue des communs est, d'abord, un instrument de réorientation de la perception et de la compréhension des gens. Elle aide à nommer et éclairer les réalités des enclosures du marché et la valeur du faire en commun. Sans le langage des communs, ces deux réalités sociales restent culturellement invisibles, ou du moins marginalisées, et donc politiquement sans conséquence.

Le discours des communs fournit un moyen de faire des revendications morales et politiques que le discours politique classique préfère ignorer ou supprimer. Utiliser les concepts et la logique des communs contribue à faire naître une nouvelle cohorte de commoneurs qui peuvent reconnaître leurs affinités mutuelles et leur agenda partagé. Ils peuvent plus facilement faire valoir leurs propres valeurs et priorités souveraines en termes systémiques. Plus qu'une finesse intellectuelle, le récit philosophique cohérent des communs contribue à empêcher le capital de jouer d'un intérêt contre un autre : nature versus travail, les consommateurs versus le travail, les consommateurs versus la communauté. Grâce au langage et aux expériences de pratiques en commun, les gens peuvent commencer à se déplacer au-delà des rôles sociaux restrictifs de « travailleur » et « consommateur », et vivre une vie plus intégrée en tant qu'êtres humains à part entière. Au lieu de succomber à la tactique du diviser pour mieux régner que le capital déploie pour neutraliser les demandes de changement, le langage des communs fournit une vision holistique qui aide les diverses victimes d'abus du marché à reconnaître leur victimisation commune, développer un nouveau récit, cultiver de nouveaux liens de solidarité et – on peut



l'espérer – construire une constellation d'alternatives de travail mues par une logique différente.

Le potentiel du discours des communs pour un changement effectif ne doit pas être sous-estimé. Il suffit de voir le sinistrement brillant contre-exemple du discours analytique coûts-bénéfices, que l'industrie américaine a réussi à faire passer comme la méthode par défaut pour la santé, la réglementation environnementale, et la sécurité dans les années 1980. Cette tactique a neutralisé un ensemble de politiques sociales, éthiques et environnementales en greffant sur elles la langue de l'économie de marché et la quantification. Le discours éclipse efficacement de nombreux éléments du droit statutaire et a changé la perception globale de la réglementation. Je vois le discours des communs comme une sorte d'intervention épistémologique similaire : une façon systémique de récupérer les valeurs sociales, écologiques et éthiques de la gestion de notre richesse commune.

L'économie et les communs

Comme le laisse entendre la discussion ci-dessus, le mouvement des communs cherche à changer notre conception même de « l'économie ». Plutôt que de considérer « le marché » comme un domaine autonome « naturel » de la société qui existe en quelque sorte en dehors des systèmes naturels de la Terre et de nos besoins sociaux, les commoneurs cherchent à intégrer le social, l'écologique et l'économique. Karl Polanyi, dans son livre historique *The Great Transformation*, a expliqué comment la culture de marché du XVII^{ème} jusqu'au XIX^{ème} siècle a progressivement supplanté la parenté, la coutume, la religion, la morale et la communauté pour devenir le principal principe d'ordre de la société.⁷ Cette transformation doit être inversée ; les capitaux et les marchés libres doivent être réintégrés dans la société et responsables devant elle. Nous devons faire en sorte que les investissements en capital, la finance, la production, le pouvoir des entreprises, le commerce international, et ainsi de suite, soient subordonnés aux besoins sociétaux.

Avec des mouvements alliés, le mouvement des communs cherche à développer des institutions et des normes pour un ordre post-capitaliste et post-croissance. Cela signifie faire face à la monoculture d'options basées sur le marché avec un sens des possibilités humaines plus riche, plus dynamique que ceux offerts par la dyade producteur / consommateur. Le livre que j'ai récemment édité avec Silke Helfrich, *Patterns of Commoning*, dessine plusieurs dizaines de profils fascinants de communs réussis qui font appel à différentes capacités humaines et formes sociales. Ceux-ci comprennent des forêts communautaires, des monnaies locales, des Fab Labs, des comités municipaux de régie des eaux, des fiducies de terres agricoles pour soutenir l'agriculture familiale locale, des zones indigènes « du patrimoine bioculturel » pour



gérer la biodiversité, de l'agriculture en permaculture, des structures « omni-communs » qui fournissent un soutien administratif / juridique aux entreprises basées sur les communs, et beaucoup d'autres.⁸

De tels systèmes mutualisés d'approvisionnement doivent être développés et étendus. Ils représentent des alternatives socialement et écologiquement inoffensives à l'économie axée sur la dette répondant à la demande inextinguible du marché. (À noter : les formes juridiques et organisationnelles ne constituent aucunement une garantie pour briser la logique du capitalisme. Il suffit de constater le déclin de nombreuses coopératives vers des formes de quasi-corporatisme et de « managérialisme ». Pourtant, ces formes peuvent fournir la possibilité de passer à des formes plus soutenables de consommation, si ce n'est des mœurs sociales post-consuméristes). On peut ainsi placer des espoirs dans le modèle de coopérative multipartite, qui fournit avec succès des services sociaux aux personnes au Québec, en Italie, et au Japon. Ces formes de coopération doivent également remplacer les plates-formes numériques propriétaires désormais dominé par Facebook, Uber, Lyft, Airbnb, Task Rabbit, Mechanical Turk, et d'autres entreprises de « l'économie du partage » (c'est-à-dire les marchés de la micro-location et de la main d'œuvre ponctuelle) qui sont la privatisation et la monétisation des fruits de la coopération sociale. Un nouvel effort majeur pour inventer des modèles coopératifs pour les plates-formes en ligne a été lancé lors d'une conférence sur le « coopérativisme de plateforme » à New York en novembre 2015.⁹

Les commoneurs à travers le monde sont les pionniers d'un certain nombre d'innovations institutionnelles importantes qui cherchent à remplacer les plates-formes d'exploitation du marché de propriété et les structures d'entreprise. Ces innovations comprennent :

- ❶ *Les réseaux open-value* comme Sensorica et Enspiral, qui fonctionnent comme des « guildes » d'entrepreneurs socialement responsables.
- ❷ *Acheter des clubs et des chaînes de production / logistiques reconfigurés pour un bénéfice mutuel.* Les exemples incluent le système de production de vêtements développé par l'économie solidaire en Italie et Fresno [California] Commons qui réinvente la chaîne d'approvisionnement alimentaire régionale par une fiducie à base de communs.
- ❸ *Des fiducies de parties prenantes soutenues par des chartes étatiques* qui mutualisent les revenus générés par les ressources appartenant à l'État (Fonds permanent de l'Alaska et nouveaux modèles proposés par Peter Barnes).



- ❶ *Des communautés de programmation open-source* qui partagent librement le code et parfois sont dirigées par des fondations affiliées dirigées par des aînés respectés de la communauté.
- ❷ *Une conception globale de la production par les pairs et des communautés locales de fabrication* qui créent des voitures modulaire à faible budget, du matériel agricole, des meubles et d'autres produits matériels.

À l'avenir, de nombreux acteurs technologiques prévoient que les organisations autonomes distribuées fonctionnant sur des réseaux ouverts seront possible, grâce au registre de la « blockchain », l'innovation logicielle qui a rendu Bitcoin possible. La technologie Blockchain permet aux gens de valider l'authenticité d'un dossier individuel numérique (un bitcoin, un document, une identité numérique) sans la nécessité d'un tiers garant, comme un organisme bancaire ou un gouvernement. En démocratisant la capacité des groupes auto-organisés à authentifier l'identité numérique (au lieu d'avoir à compter sur Facebook ou Twitter, par exemple), les commoneurs pourraient utiliser la technologie blockchain afin d'allouer des droits spécifiques à leurs membres, ce qui entraîne un nouveau genre d'organisation distribuée et autogouvernée. La blockchain pourrait fournir un cadre rudimentaire (ou, éventuellement, un système sophistiqué) pour les « smart contracts » basés sur le réseau qui pourraient permettre des formes souples de gouvernance collective. Il pourrait également servir d'infrastructure comptable pour le partage de la valeur entre les participants à un commun numérique.¹⁰

Cependant, un problème non résolu important pour bon nombre de ces institutions basées sur les communs est l'accès au crédit et aux revenus. Les banques conventionnelles et les institutions financières, même les banques sociales et éthiques, trouvent qu'il est difficile de faire des prêts aux communs qui ne sont pas des entreprises commerciales à la recherche du profit. La conception et la fabrication d'un écosystème open-source, par exemple, n'a pas de propriété intellectuelle à offrir en garantie à une banque, et ainsi en va-t-il de ses « produits » – véhicules open-source économes en carburant ou pas chers, équipements fermiers localement sourçables – qui ne peuvent pas obtenir de capitaux pour se développer. Heureusement, de nombreux modèles historiques presque oubliés de la finance coopérative sont redécouverts et mélangés avec de nouvelles technologies pour soutenir les communs. Ceux-ci comprennent des systèmes inédits de crédit DIY, des monnaies alternatives, et des plateformes de crowdfunding comme Goteo en Espagne. Le crédit sans intérêt comme celui qui est développé par la JAK Bank en Suède est adapté pour servir les économies locales en transition, tandis que d'autres explorent de nouveaux types de régimes de crowdequity (N.d.T : financement participatif par actions) pour les communs.¹¹



Le point essentiel est que la vision post-capitaliste de la finance et de l'argent est en train d'émerger par à-coups. Les communs auto-organisés sont prêts à créer leurs propres systèmes de valeur comptables et d'échange, y compris les monnaies et le crédit, ce qui pourrait leur permettre de contourner un grand nombre de pathologies des prêts conventionnels axés sur la dette et de la production fondée sur le marché.

“ Nous devons faire en sorte que les investissements en capital, la finance, la production, le pouvoir des entreprises, le commerce international, et ainsi de suite, soient subordonnés aux besoins sociétaux. ”

Parallèlement, de nombreuses institutions financières existantes pourraient être élargies pour compléter et soutenir ce secteur en hausse. Les banques publiques comme celles qui ont été mises en place par l'État du Dakota du Nord pourraient fournir des crédits à faible coût pour une grande variété de besoins sociaux et écologiques. Les institutions de financement du développement communautaire, et les banques sociales et éthiques tels que la Banca Popolare Etica en Espagne et en Italie, peuvent également fournir des financements nécessaires à l'économie des communs. Il reste encore beaucoup à faire pour tisser une infrastructure plus intégrée à partir de cet enchevêtrement éclectique d'entreprises et développer des finances orientées vers les communs. Mais comme les systèmes bancaires et financiers classiques commencent à implorer sous le poids des contradictions du capitalisme, et que de nouvelles technologies numériques et des communautés basées sur les communs démontrent de nouvelles options de coopération, une nouvelle génération de finances mutualisées est très prometteuse.¹² Dans une veine politique distincte mais connexe, les commoneurs voient la nécessité de reprendre le contrôle de la capacité de créer de l'argent aux secteurs privé et public (gouvernement), de sorte que l'argent puisse être utilisé pour servir des besoins publics démocratiquement déterminés plutôt que l'étroit but lucratif des objectifs des prêteurs commerciaux.¹³

Il convient de souligner le rôle de ce domaine large et diversifié qu'est la production basée sur les communs, sur la base d'une réciprocité indirecte, contrairement aux marchés. La participation aux banques de temps, aux réseaux open-source, aux communautés de co-apprentissage, et aux communs artistiques (pour ne citer que quelques exemples) ne sont généralement pas basés sur un échange individuel, mais sur des engagements personnels à la communauté dans son ensemble, une approche



de « mise en commun et de partage ». Souvent renvoyées à un statut de « secteur bénévole » ou de « bienfaisance », ces communautés conviviales (au sens décrit par Ivan Illich) sont en fait des « chevaux de trait » productifs.¹⁴ Ils rendent de nombreux services de manière attentionnée, humaine et à moindre coût, chose que des programmes et des marchés publics notamment ne peuvent pas faire. La « nouvelle économie » que les commoneurs cherchent à construire n'est pas tant une économie qu'un hybride mixte de social, d'économique, et d'auto-gouvernance. Le système résultant, comme on le voit dans les résultats des exemples, est plus transparent et contrôlable par les communautés, plus souple, localement adapté et considéré comme fiable et socialement impliqué. Ces communs sont également moins enclins à créer des externalités négatives régulièrement créées par les marchés.

Le grand défi pour les commoneurs est de fédérer leurs modèles dans de plus grands, écosystèmes sociaux collaboratifs. Il est également important pour eux de s'assurer de la participation du gouvernement comme partenaire pour qu'il puisse fournir des cadres juridiques pour l'agir en commun, un soutien technique, et même des subventions indirectes. Étant donné que les gouvernements nationaux existants peuvent être réticents à s'aventurer dans cette voie (en raison de leurs alliances historiques avec les élites des entreprises), il est fort probable que les villes deviendront le moteur clé dans l'incubation d'innovations basées sur les communs – un point amplement confirmé par la robuste diversité des commoneurs urbains qui ont participé à une récente conférence internationale, « The City as Commons », qui s'est tenue à Bologne, en Italie.¹⁵

Permettez-moi d'introduire ici une note de procédure avec des implications stratégiques : de nombreux progressistes ont tendance à supposer que la loi de l'État et la politique – les systèmes publics top-down – sont le moyen le plus rapide et le plus efficace pour obtenir un « changement de système ». Je ne suis pas d'accord. Ces outils sont souvent nécessaires, mais ils ont une efficacité qui diminue dans le monde en réseau d'aujourd'hui. Il est extrêmement difficile de parvenir à un changement transformationnel à travers des institutions politiques classiques désormais paralysées par des blocages partisans et des barrières jurisprudentielles élevées.

Au-delà de ces réalités, les instruments des gouvernements eux-mêmes sont souvent inefficaces, lents et vécus comme illégitimes. Dans son livre de 2014 *The Utopia of Rules*, l'anthropologue et activiste David Graeber établit une liste des limites structurelles des bureaucraties centralisées de commandement et de contrôle dans une époque en réseau.¹⁶ L'échec singulier de la gauche a été son incapacité à proposer des solutions de rechange fonctionnelles à échelle humaine qui peuvent favoriser activement l'initiative des citoyens, la participation et l'innovation : la « démocratie forte » qui a un sens et un impact au quotidien. Je considère cela comme une profonde perspicacité.



Une voie à suivre : le « prochain système » devra englober la coopération par les pairs sur les réseaux distribués pour faire le travail que la bureaucratie ne peut pas effectuer correctement. Ce n'est pas une question de « réinvention du gouvernement », mais une question d'intégration de la production, de la gouvernance et de la participation bottom-up dans de nouvelles sortes d'institutions des communs. Les tendances économiques et technologiques sont clairement dirigées dans ce sens, une réalité documentée par Yochai Benkler dans *The Wealth of Networks*, Jeremy Rifkin dans son *Zero Marginal Cost Society*, et Michel Bauwens dans ses nombreux écrits sur le wiki et le blog de P2P Foundation.¹⁷ Des communs basés sur le réseau (ou soutenus par lui) peuvent fournir une infrastructure vitale pour la construction d'une nouvelle économie sociale de contrôle participatif et d'avantages mutualisés. Comment coordonner les systèmes bureaucratiques avec les communs basés sur le réseau, cela reste un défi difficile, mais de nombreuses expériences de « gouvernement 2.0 » sont déjà en train d'explorer les possibilités.

La grande vertu de la plupart des innovations fondées sur les communs décrites ici est qu'elles ne nécessitent pas nécessairement de politiques ou de gouvernements pour aller de l'avant et par conséquent, elles peuvent contourner les lieux politiques classiques. La loi, les politiques et les marchés pourraient certainement faciliter la croissance du secteur des communs, et certaines politiques gouvernementales existantes qui privilégient les acteurs du marché et criminalisent le « faire commun » devraient tout simplement être éliminées. Et un soutien financier aux communs reste un important défi à relever. Les systèmes de provisionnement et de services basés sur les communs ont encore de grandes capacités pour répondre aux besoins de façon novatrice, de plus en plus non pas par une échelle hiérarchique mais à travers une échelle plus petite de réplication et de fédération.

Les effets sur la société, l'environnement et l'état

La vision économique / d'approvisionnement esquissée ci-dessus a de toute évidence des implications profondes sur les inégalités, les écosystèmes, les questions raciales et de genre, et le système politique. Le reste de cet essai suggère comment une société centrée sur les communs pourrait traiter de ces questions.

La richesse et l'inégalité des revenus. Lorsque les besoins fondamentaux de la population peuvent être satisfaits par un système qui ne soit pas entraîné par la dette et la recherche du profit, mais plutôt par les communs qui fonctionnent en dehors des marchés, il est possible de réduire les grotesques inégalités de richesse et de revenus que le capitalisme néolibéral produit. Après tout, le sens de faire en commun est de dé-marchandiser ou de mutualiser l'approvisionnement des besoins afin qu'ils puissent être accessibles à tous. Le regretté expert monétaire alternatif Margrit



Kennedy a estimé un jour que jusqu'à 50 pour cent du coût des biens et services essentiels vendus sur le marché représentent de la dette. Si une famille peut réduire sa dépendance aux marchés et au crédit classiques, alors son coût de la vie peut diminuer de façon spectaculaire, ainsi que sa vulnérabilité aux sociétés prédatrices.

La dé-réification et la mutualisation de la vie quotidienne peuvent se produire à travers de nombreux systèmes basés sur les communs : les fiducies foncières communautaires qui prélèvent des terres sur le marché pour réduire les coûts de logement ; les alternatives de financement de coopération pour réduire l'exposition aux taux d'intérêt élevés et à la dette ; la production coopérative de biens et services afin de réduire les coûts et améliorer la qualité ; une infrastructure partagée (énergie, transport, accès à Internet, plates-formes de médias sociaux) ; des systèmes ouverts et basés sur des communs pour les codes de logiciels, les données, les informations, la recherche scientifique et les œuvres de création.

La justice sociale et l'égalité raciale et sexuelle. Le paradigme des communs ne parle pas directement de diversité raciale, ethnique, ou des questions de genre parce que son cadre est plus axé sur la gouvernance, l'approvisionnement et la coopération sociale. Cependant, le paradigme des communs est profondément axé sur l'inclusion et la solidarité sociale, et à cet égard peut aller au-delà des droits légaux formels que les démocraties libérales stipulent (mais ne respectent pas nécessairement). Les marchés ne se soucient pas vraiment des besoins humains ; ce qui compte pour eux c'est la demande des consommateurs. Toute personne ne possédant pas l'argent pour exprimer une demande de consommateur est considéré comme marginal ou invisible. Mais les communs se consacrent à répondre aux besoins matériels de base, et ils tentent de le faire de manière socialement engagée et inclusive. Tout comme de nombreuses communautés afro-américaines ont utilisé les coopératives comme un moyen de renforcer la dignité et le respect tout en répondant aux besoins matériels¹⁸, de sorte que le cœur de l'engagement des communs, en tant qu'institution sociale, est le besoin social, l'équité et le respect.

Comme pour les femmes, les enfants et les familles, l'historien des communs Peter Linebaugh a noté que, « la naissance, l'éducation, la vie de quartier, et l'amour sont les débuts de la vie sociale ». Les communs du passé n'étaient pas des lieux exclusivement masculins. En fait, c'était souvent ceux où les besoins des femmes et des enfants passaient en premier. Et pas seulement les « besoins », mais la prise de décision et de responsabilité ont appartenu à des femmes des quartiers depuis les « taudis industriels jusqu'au matriarcat de la confédération iroquoise en passant par les villages africains ».¹⁹



“ Le « prochain système » devra englober la coopération par les pairs sur les réseaux distribués pour faire le travail que la bureaucratie ne peut pas effectuer correctement. ”

Dans un commun, le « travail de soins », que la géographe Neera Singh a appelé le « travail affectif », est primordial. En revanche, les marchés capitalistes et l'économie ignorent systématiquement l'« économie des soins » – le monde de la vie des ménages et de la convivialité sociale qui est essentiel pour une vie saine, stable et gratifiante. Les économies de marché considèrent ces choses comme des ressources essentiellement gratuites qui, en quelque sorte, s'auto-reconstituent en dehors du domaine du marché. Ils les considèrent comme des ressources « pré-économique » ou « non économique » qui ne disposent d'aucun statut et peuvent donc être ignorées ou exploitées à volonté. En ce sens, la persécution des femmes qui font ce travail de soins est remarquablement semblable à l'exploitation subie par les commoneurs, les personnes colonisées, et la nature. Ils ont tous généré de la valeur non marchande importante dont dépendent les capitalistes – mais les marchés refusent généralement de reconnaître cette valeur. Un rapport de 1980 de l'ONU a exposé la situation avec une cruelle limpidité : « Les femmes représentent 50 pour cent de la population adulte mondiale et un tiers de la population active officielle, elles effectuent près des deux tiers de toutes les heures de travail, reçoivent seulement un dixième du revenu mondial et possèdent moins de 1 pour cent des biens du monde ».

L'écrivaine allemande Ina Praetorius a récemment revisité le thème féministe de « travail de soins », projeté sur une toile philosophique beaucoup plus grande dans son essai, *The Care-Centered Economy: Rediscovering What Has Been Taken for Granted*²⁰. Praetorius suggère comment l'importance des « soins » peut être utilisée pour imaginer de nouvelles priorités structurelles pour l'ensemble de l'économie, en aidant à réorienter les institutions économiques et les comportements. Les communs sont un véhicule évident pour faire avancer ces idées parce qu'ils honorent les soins non-marchands comme une catégorie essentielle de création de valeur.

La gestion des écosystèmes. Quelles que soient les imperfections de tous les communs constitués de ressources naturelles individuelles, leurs participants se rendent compte qu'ils doivent travailler avec elles, pas contre elles. Contrairement aux marchés, les commoneurs ne traitent pas « l'environnement » comme un objet



ou une marchandise, mais comme un système vivant dynamique qui encadre leur vie. Ils sont généralement beaucoup moins incitatifs que les sociétés à surexploiter les systèmes naturels dont ils dépendent, et ont une propension beaucoup plus grande à agir en tant que gardiens de la nature pour le bien collectif.

À petite échelle, les ressources naturelles communes qui gravitent autour des forêts, de la pêche, des pâturages, des eaux souterraines, et du gibier sont extrêmement importantes dans les régions rurales des pays marginalisés.²¹ Ces communs ont également tendance à être beaucoup plus écologiques que l'agriculture industrielle à forte consommation énergétique qui est pratiquée dans le monde « développé ». Pourtant, même si on estime que deux milliards de personnes à travers le monde comptent sur les communs pour répondre à leurs besoins quotidiens, ils sont ignorés par les grands manuels d'économie, car aucune activité de marché ou d'accumulation de capital ne s'y déroule – seulement une production pour un usage domestique.²²

Dans ces communs, les gens ne sont pas motivés par des récompenses monétaires, mais par le « travail affectif », un terme utilisé par la géographe indienne Neera Singh pour décrire la gestion des forêts basée sur les communs. Ici, le sens de soi et la subjectivité des personnes sont liés à leur environnement biophysique. Ils prennent plaisir et sont fiers de devenir des intendants des ressources qui comptent pour eux et leur communauté. C'est la raison pour laquelle le travail affectif dans un commun est important – il change la façon dont nous nous percevons, nos relations avec les autres, et notre lien avec l'environnement. Ou, pour paraphraser Singh, « le travail affectif transforme les subjectivités locales ».²³ Ceci est le fondement de la construction d'un nouveau type d'économie, plus écologique et plus conscient.

Le système politique et de la gouvernance. Quel type de régime politique pourrait éventuellement accueillir et « gouverner » le vaste monde des communs ? La question même implique un changement radical dans le caractère et le rôle de l'État. Comme ses capacités limitées de réponse aux besoins deviennent évidentes de manière plus aigüe, ce qui entraîne la méfiance du public, l'État devra évoluer et déléguer des pouvoirs pour permettre à des initiatives basées sur les communs plus « bottom-up » de se développer. Mon collègue Michel Bauwens a proposé l'idée d'un « État partenaire » qui contribuerait à la formation et au développement des communs.²⁴ Une politique en faveur des communs élaborerait des « réseaux méta-économiques » pour combler ces domaines d'action de sorte que, par exemple, des réseaux de connaissances ouvertes (pour la conception de la technologie, les logiciels et la fabrication) pourraient interagir de façon constructive avec les gens traitant de l'agriculture et de l'éco-durabilité. Il ne s'agit pas juste pour les états d'en savoir plus à propos des réseaux ouverts. De plus en plus, les États devront compter sur l'intelligence en réseau et la légitimité politique. Dans le même temps, les



commoneurs qui travaillent par l'intermédiaire de réseaux numériques exigeront que les États respectent et appuient leurs contributions.

L'idée de la gouvernance auto-organisée à grande échelle n'est pas conjecturale. Elle se produit déjà sur les plates-formes de réseau ouvert. Nous avons vu de nombreux cas de gouvernance « bottom-up » auto-organisée permettant de gérer une grande complexité en temps réel. Certaines sont assez transitoires telles que les manifestations du printemps arabe de 2011, les manifestations Occupy et le mouvement M15. D'autres sont plus durables, tels que les systèmes de gouvernance des communautés open-source de logiciels, Wikipedia (plus de 80,000 contributeurs), et La Via Campesina, au sein de laquelle des paysans se sont organisés à l'échelle internationale. De nouvelles sortes de « micro-comportements » donnent souvent lieu à de nécessaires « macro-institutions », propulsant le développement de nouvelles formes de gouvernance.

Ces évolutions sont parallèles à des découvertes importantes dans les sciences de l'évolution, et à la montée de la science de la complexité au cours de la dernière génération. Les deux valident la réalité des formes « bottom-up » d'organisation sociale et de gouvernance. La recherche empirique approfondie confirme que quelques-unes des formes résilientes les plus stables de gouvernance sont distribuées, auto-organisées et collaboratives. Ce sujet est exploré plus en détail dans mon livre chez Burns H. Weston, *Green Governance* (pp. 112-130), mais le point fondamental à souligner est que les communautés humaines peuvent évoluer vers des formes plus élevées et plus complexes d'organisations sans le contrôle directif d'un souverain ou de la bureaucratie centrale : l'« émergence » comme théorie ascendante de la gouvernance.²⁵ L'émergence est basée sur l'idée que si un ensemble de paramètres et de conditions suffisamment définies et accueillantes est fourni, des formes stables d'auto-organisation peuvent advenir en fonction des circonstances locales. C'est ce que les systèmes biologiques et chimiques démontrent tout le temps, des caractéristiques auto-catalytiques qui génèrent du « libre-échange ». Cette idée de sciences de la complexité correspond aux conclusions d'Elinor Ostrom à propos d'innombrables communs auto-organisés.

Une gouvernance efficace ne doit pas être imposée par une grille exhaustive de règles générales uniformes énoncées dans la loi formelle de l'État, et administrée par des législateurs, des régulateurs et des tribunaux. Avec les bonnes « conditions d'aptitudes », la gouvernance peut émerger naturellement elle-même, avec la participation active et le consentement des gouvernés à une échelle pertinente. Mais la subsidiarité et les systèmes de mise en lien des échelles sont importants.

Evidemment, il existe des différences entre un régime de gouvernance basé sur un réseau et un système politique. Mais l'idée même d'un régime politique a peut-être besoin d'évoluer si nous voulons aller au-delà des dysfonctionnements actuels de



gouvernance de l'État-nation. Les plates-formes technologiques de commoneurs pourraient jouer un rôle important en complétant ou en remplaçant partiellement l'autorité de l'État, même si l'État a accordé des privilèges aux entreprises, soi-disant au service du bien public. De nouvelles formes de gouvernance devront émerger sous forme de communs devenant plus fréquents et matures, et qui nécessiteront de nouveaux types de soutiens et de coordination de la part de l'État. Inévitablement, il sera impossible de comprendre le nouveau régime politique dans les termes de l'ordre ancien au sein duquel nous vivons actuellement.

Conclusion

Parce que le mouvement des communs est une pulsation, un réseau vivant de commoneurs à travers le monde, il est difficile d'énoncer un plan clair ou de prédire l'avenir. Le futur paradigme ne peut se produire que par le biais d'une co-création évolutive. Pourtant, nous pouvons déjà voir la puissance expansive de l'autoréplication de l'idée de communs dans la mesure où des groupes très divers se l'approprient : les commoneurs francophones de huit pays, qui ont accueilli un festival des communs de deux semaines en octobre 2015, avec plus de 300 événements; militants urbains qui ont re-conceptualisé la « ville comme un commun » ; les Croates qui défendent leurs espaces publics et des terres côtières contre les enclosures ; les Grecs qui développent un « imaginaire méditerranéen » des communs pour lutter contre les politiques économiques néolibérales ; les peuples autochtones qui défendent leurs traditions ethnobotaniques et bioculturelles ; les militants numériques qui se mobilisent pour concevoir de nouvelles formes de « coopérativisme de plateforme » ; etc. Le langage et un cadre communs contribuent à développer de nouvelles synergies et des solidarités inattendues.

En tant que métadiscours qui a des principes de base, mais des frontières poreuses, les communs ont la capacité de parler à la fois aux mondes de la politique, de la gouvernance, de l'économie et de la culture. Il importe de noter qu'ils peuvent aussi parler de l'aliénation associée à la modernité, et des penchants naturels des populations pour les liens humains et le sens, choses que ni l'État ni le marché, tels qu'ils sont constitués actuellement, ne peuvent faire. Le paradigme des communs offre une critique philosophique profonde de l'économie néolibérale, avec des centaines d'exemples de fonctionnement qui sont de plus en plus convergents. Mais en tant qu'approche orientée vers l'action pour le changement du système, tout dépendra de l'énergie continue et de l'imagination des commoneurs, et des commoneurs potentiels, pour développer ce système de vie en réseau à l'échelle mondiale.



Le « Comité Invisible » anonyme en France a observé qu'« Une insurrection n'est pas comme l'extension d'une peste ou d'un feu de forêt — un processus linéaire, qui s'étendrait de proche à proche, à partir d'une étincelle initiale. C'est plutôt quelque chose qui prend corps comme une musique, et dont les foyers, même dispersés dans le temps et dans l'espace, parviennent à imposer le rythme de leur vibration propre ». Cela décrit l'odyssée en cours du mouvement des communs, dont les rythmes produisent beaucoup de résonance.

Novembre 2015



A propos de l'auteur : David Bollier

David Bollier est un auteur, activiste, blogueur et chercheur indépendant qui se consacre principalement aux communs comme nouveau paradigme de l'économie, de la politique et de la culture. Il poursuit ces travaux principalement en tant que cofondateur du Commons Strategies Group, un projet de défense des intérêts / conseil qui aide le mouvement international des communs. Le travail de Bollier sur les communs s'intéresse principalement à la culture de l'Internet, le droit et la politique, la gouvernance écologique et les pratiques inter-communs.

Bollier a écrit ou édité huit livres sur les communs, y compris *Think Like a Commoner: A Short Introduction to the Life of the Commons* (2014); *Green Governance: Ecological Survival, Human Rights and the Commons* (2013), coauthored with Burns Weston; and *Viral Spiral: How the Commoners Built a Digital Republic of Their Own* (2010). With Silke Helfrich, he co-edited two anthologies of original essays, *Patterns of Commoning* (2015) and *The Wealth of the Commons: A World Beyond Market and State* (2012).

Bollier a passé de nombreuses années dans divers emplois de défense des intérêts politiques à Washington, dans les années 1970 et 1980 – avec un membre du Congrès, l'organisme de réglementation de la sécurité automobile, et des organisations d'intérêt public. De 1985 à 2010, Bollier a collaboré avec le producteur de télévision, écrivain et activiste Norman Lear sur une grande variété d'affaires publiques non-télévisées et de projets politiques. En 2001, Bollier a cofondé Public Knowledge, une organisation basée à Washington défendant les intérêts du public dans l'accès à l'Internet, les télécommunications et la politique du droit d'auteur. Bollier édite un blog sur Bollier.org et vit à Amherst au Massachusetts.

Traduction en français : Maïa Dereva.

Merci à David Bollier, Silke Helfrich et Frédéric Sultan pour les échanges à propos du mot anglais « commoning » et à Philippe Adeline pour la relecture complète.

Version originale en anglais sur le site de The Next System Project :

<http://thenextsystem.org/commoning-as-a-transformative-social-paradigm>

Icone Venn Diagram : Piotr Kołodziejwski du Noun Project

Mise en page & graphisme : Owl Grammar Press



Notes :

- ¹ Garrett Hardin, “The Tragedy of the Commons,” *Science* 162, no. 3859 (December 1968): 1243.
- ² Lewis Hyde, *Common as Air: Revolution, Art and Ownership* (New York: Farrar, Straus and Giroux, 2010), 44.
- ³ Elinor Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (New York: Cambridge University Press, 1990), 42.
- ⁴ Elinor Ostrom, *Understanding Institutional Diversity* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2005); Joanna Burber, Elinor Ostrom et al., *Protecting the Commons: A Framework for Resource Management in the Americas* (Washington, DC: Island Press, 2001).
- ⁵ NdT : “patrons de conception” serait une traduction approximative de ce concept (un « pattern » étant un motif répétitif servant de modèle structurel). Voir David Bollier and Silke Helfrich, *Patterns of Commoning* (Amherst, MA: The Commons Strategies Group, 2015).
- ⁶ Arturo Escobar, “Commons in the Pluriverse,” dans Bollier and Helfrich, *Patterns of Commoning*, 348–360.
- ⁷ Karl Polyani, *The Great Transformation: the Political and Economic Origins of our Time* (Boston, MA: Beacon Press, (1944) 2014).
- ⁸ Bollier and Helfrich, *Patterns of Commoning*.
- ⁹ Le site de la conférence sur le Platform Cooperativism, <http://platformcoop.net>.
- ¹⁰ Pour en savoir plus sur Bitcoin, voir <http://p2pfoundation.net/Bitcoin>; <http://bollier.org/blog/blockchain-promising-new-infrastructure-online-commons>; et http://www.nytimes.com/2015/03/02/business/dealbook/data-security-is-becoming-the-sparkle-in-bitcoin.html?_r=1.
- ¹¹ David Bollier and Pat Conaty, “Capital for the Commons: Strategies for Transforming Neoliberal Finance Through Commons-based Alternatives” (Berlin, Germany: The Commons Strategies Group, 2015).
- ¹² Bollier and Conaty, “Capital for the Commons.”
- ¹³ Mary Mellor, *Debt or Democracy* (London: Pluto Press, 2015); Mary Mellor, *The Future of Money: From Financial Crisis to Public Resource* (London: Pluto Press, 2010); Frances Hutchinson, Mary Mellor and Wendy Olsen, *The Politics of Money: Towards Sustainability and Economic Democracy* (London: Pluto Press, 2003).
- ¹⁴ Ivan Illich, *Tools for Conviviality* (New York: Harper & Row, 1973).
- ¹⁵ Site web de David Bollier, “The City as Commons: The Conference,” (N.d.T. “La ville en tant que commun : la conférence”) <http://www.bollier.org/blog/city-commons-conference>.
- ¹⁶ David Graeber, *The Utopia of Rules* (Brooklyn, NY: Melville House, 2015). (N.d.T. “L’utopie des règles”)
- ¹⁷ Yochai Benkler, *The Wealth of Networks: how Social Production Transforms Markets and Freedom* (New Haven, CT: Yale University Press, 2005), <http://public.eblib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3419996>; Jeremy Rifkin, *The Zero Marginal Cost Society: The Internet of Things, the Collaborative Commons, and the Eclipse of Capitalism* (New York: Palgrave Macmillan, 2014); Voir P2P Foundation, “Michel Bauwens,” http://p2pfoundation.net/Michel_Bauwens/Full_Bio
- ¹⁸ Jessica Gordon Nembhard, *Collective Courage: A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice* (State College, PA: Pennsylvania State University, 2014).
- ¹⁹ Peter Linebaugh, “Stop, Thief!” *Onthecommons.org*, April 14, 2014, <http://www.onthecommons.org/magazine/stop-thief>.
- ²⁰ NdT : « L’économie centrée sur les soins : Redécouvrir ce qui a été pris pour acquis ». Ina Praetorius, “The Care-Centered Economy: Rediscovering What Has Been Taken for Granted,” *Heinrich-Böll-Stiftung* 7 (April 2015), <https://www.boell.de/en/2015/04/07/care-centered-economy>.
- ²¹ Voir par exemple les avoires fonciers de la Digital Library of the Commons at <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc>.
- ²² Paul A. Samuelson and William D. Nordhaus, *Economics*, 17th edition (New York: McGraw-Hill, 2001); Joseph E. Stiglitz and Carl E. Walsh, *Economics*, 3rd edition (New York: W.W. Norton, 2002); “Securing the Commons: Securing Property, Securing Livelihoods,” International Land Alliance website, <http://www.landcoalition.org/global-initiatives/securing-commons>.
- ²³ Neera Singh, “The Affective Labor of Growing Forests and the Becoming of Environmental Subjects: Rethinking Environmentalism in Odisha, India,” *Geoforum* 47 (2013): 189–198.
- ²⁴ Site internet de David Bollier, “Michael Bauwens: Here’s What a Commons-Based Economy Looks Like,” <http://bollier.org/blog/michel-bauwens-heres-what-commons-based-economy-looks>
- ²⁵ Weston Burns and David Bollier, *Green Governance: Ecological Survival, Human Rights and the Law of the Commons* (Cambridge, UK: Cambridge University Press, 2013).

Cet ouvrage est sous Licence Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0

